

Mobilités paysannes et identités territoriales dans les Andes boliviennes

Geneviève CORTES
Université de Toulouse-Le Mirail

Introduction

La notion de territoire se réfère à une portion d'espace approprié par un groupe humain dont les limites sont déterminées par une pratique politique, économique, socio-culturelle, voire même affective. Elle suppose a priori la stabilité, c'est à dire la permanence d'une population sur la terre qu'elle contrôle, préserve et à laquelle elle s'identifie.

Autrement dit, la mobilité géographique des individus, et à plus forte raison les déplacements transfrontaliers, créent-ils toujours des "peuples sans territoire" ? Ou bien peut-on réconcilier ce vieux couple antinomique territoire-mobilité en considérant la migration comme un possible instrument d'identification et de reconstruction territoriale ?

Qu'entend-on par identité territoriale ?

Dans les sociétés andines, c'est l'appartenance à une cellule communautaire qui structure avant tout l'existence sociale et culturelle du paysan. De ce fait, le "territoire juridico-politique", comme lieu d'identification, correspond d'abord aux limites restreintes de l'espace communal. Il suppose une structure d'organisation et de pouvoir à l'échelle locale, essentiellement l'assemblée communale et le syndicat¹.

Par ailleurs, l'identité territoriale renvoie aux pratiques concrètes d'un groupe socio-culturel dans l'espace, ici le groupe ethnique quechua. Comme l'indique J. Bonnemaïson, le territoire fait appel :

"à tout ce qui, dans l'homme, se dérobe au discours scientifique et frôle l'irrationnel : il est vécu, affectivité, subjectivité et bien le nœud d'une religiosité terrienne, païenne ou déiste."
(Bonnemaïson, 1981 : 261).

C'est donc la territorialité dans le sens le plus subjectif, le plus phénoménologique, celle du vécu, du quotidien qui nous importe ici.

A partir de ce cadre conceptuel, nous proposons une réflexion sur la base d'une étude que nous avons menée dans des communautés paysannes quechuas des vallées andines de Bolivie (région de la Haute Vallée de Cochabamba) où se maintient, depuis plus de trente ans, une vieille tradition d'émigration à l'étranger².

¹ En Bolivie, l'actuelle communauté paysanne correspond à un espace dont les limites sont officiellement reconnues depuis la réforme agraire de 1953 (redistribution des terres aux paysans avec octroi de titres de propriété) comprenant à la fois des terres privées et des terres collectives. Mais d'une part, la récupération des terres n'a été que partielle. D'autre part, les paysans ne sont pas parvenus à obtenir une pleine reconnaissance juridique et politique de l'appropriation communautaire de leur territoire (Urioste, 1992 :83).

² Cette étude s'inscrit dans le cadre d'une thèse de Doctorat de Géographie : "La migration : survie et mutations des sociétés paysannes andines", Université de Toulouse le Mirail, 1995, 521p.

Les communautés paysannes concernées (deux villages de fond de bassin situés à une altitude de 2 700 mètres) sont d'implantation dite récente³. La proximité urbaine jouant, le fort degré de métissage des populations locales s'accompagne d'une pratique du bilinguisme (espagnol et quechua). Dans le contexte de forte crise qui frappe le secteur agricole traditionnel, l'aptitude au voyage de ces paysanneries relativement bien intégrées à l'espace régional, leur familiarisation avec le "monde urbain", favorisent d'autant le recours à la migration internationale.

Ainsi, pour qui aura parcouru les hauts plateaux andins à plus de 3 500 mètres des terres ayamaras ou quechuas (région de La Paz, Potosi...), le processus "d'acculturation" paraîtra fort avancé dans ces vallées inter-andines de Cochabamba. Pourtant, le rapport qu'entretient le migrant avec son espace d'origine révèle la persistance de fortes identités territoriales. Comme nous tenterons de le montrer, celui-ci exprime son appartenance territoriale par un attachement farouche à sa terre d'origine, à cette terre ancestrale qu'il quitte momentanément comme "pour mieux y rester".

I. Des paradoxes de l'exil aux signes identitaires

1. L'exil perpétuel

Ces trente dernières années, l'émigration bolivienne hors des frontières nationales n'a cessé de prendre de l'importance : selon le dernier recensement de population de juin 1992, 383 000 boliviens résidaient à l'étranger, soit 5,6 % de la population totale du pays (INE, 1993)⁴.

Dans la Haute Vallée de Cochabamba, cette émigration a pris une dimension structurelle. De fortes contraintes écologiques (sécheresse) et économiques (fortes densités rurales, exigüité des terres, politiques nationales pénalisant la production paysanne) entretiennent une vieille pratique de l'émigration qui se transmet de père en fils depuis plus de trois générations : vers l'Argentine essentiellement, mais également vers les États-Unis, Israël et, dans une moindre mesure, le Japon.

Dans les communautés paysannes de fond de bassin où nous avons travaillé, l'émigration touche 40 à 45 % de la population des villages (d'après le recensement que nous avons effectué en février 1993). Parmi les migrants, soit 1 031 personnes sur une population totale de 2 600 personnes, 60 % étaient en Argentine, 37 % aux États-Unis, 3 % dans d'autres pays dont essentiellement Israël⁵.

Cette émigration touche essentiellement les hommes et les enfants (les fils aînés en particulier) qui partent travailler dans la construction à Buenos-Aires, Miami ou Tel Aviv. Dès leur plus jeune âge, les garçons sont préparés au premier départ qui se fait généralement vers 15-16 ans. Commence alors un long itinéraire migratoire qui peut durer toute une vie. Les études de cas menées auprès d'une dizaine de foyers montrent que certains chefs de famille ont passé plus de 20 ans à l'étranger, soit parfois plus de 80 % de leur vie conjugale.

³ Bien que l'actuelle communauté andine soit le produit de la conquête espagnole, il convient de faire une distinction entre les communautés dites originaires et celles non originaires (Urioste, 1992). Les premières, en réalité peu nombreuses dans les vallées de Cochabamba, étaient en place sur le territoire de l'actuelle Bolivie lors de la période pré-hispanique (leur origine remonterait donc à l'*ayllu* andin, territoire d'unités spatiales dispersées sur la base des liens de parenté par filiation patrilinéaire). Les secondes, en revanche, sont d'installation récente ; elles remontent à la période de la colonisation espagnole ou, pour certaines, à la révolution nationale de 1952 et la réforme agraire de 1953. C'est le cas des communautés paysannes étudiées ici : l'une est une "communauté d'ex-hacienda", l'autre une "communauté neuve" selon la terminologie de M. Urioste (*op. cit.*: 83).

⁴ Contre 4% en 1976. Il s'agit d'une évaluation sous-estimée des volumes d'émigration puisque les techniques de recensement utilisés par l'Institut National de Statistiques (INE) omettent une partie des migrants (ceux dont la mère n'est plus en vie par exemple).

⁵ Pour plus de détails sur l'origine et l'évolution de ces flux d'émigration, voir Cortes, 1995.

Compte tenu de l'importance de l'émigration et de l'absentéisme prolongé des populations masculines, il ne serait pas surprenant de constater une déprise démographique dans ces régions rurales. Or, les provinces de la Haute Vallée de Cochabamba où sont situés ces villages de forte émigration (provinces d'Esteban Arze, Punata, Capinota...) se distinguent par des taux de croissance démographique élevés sur la période 1976-1992 (date des deux derniers recensements de population), en comparaison avec d'autres provinces du même département où l'on sait les paysanneries beaucoup moins mobiles (provinces d'Ayopaya, Tapacari, Arque...).

A quoi tient donc la permanence des populations locales sur leur territoire dans un contexte paradoxal de forte émigration ?

2. Le rapport au territoire d'origine

Le maintien démographique de la paysannerie dans ces vallées inter-andines de Bolivie s'explique, en grande partie, par les rapports spécifiques qu'entretiennent les émigrants avec leur territoire d'origine.

La reconstitution des itinéraires migratoires montre en effet que l'émigration, même de longue durée, n'est jamais "définitive"⁶. En réalité, l'objectif premier du migrant est de maintenir en permanence un lien économique et socio-culturel avec sa famille restée sur l'exploitation et avec le groupe communautaire.

De manière assez significative, le lien avec la communauté d'origine se traduit par le financement "à distance" des infrastructures villageoises grâce à l'argent de l'émigration : réfection de l'église, achat de matériel... Ces engagements financiers sont les garants d'une reconnaissance et d'un certain prestige au sein du village.

Par ailleurs, dès la préparation de son départ, le futur migrant est une personne potentiellement redevable vis-à-vis des membres du village puisque tout départ implique le recours préalable à la solidarité communautaire : hébergement dans le pays d'accueil, prêt d'argent surtout... Ajoutons que les règles traditionnelles d'entraide et de réciprocité propres aux sociétés andines renforcent ces relations d'inter-dépendance⁷.

Sur le plan individuel et familial, la trajectoire habituelle du migrant s'organise en plusieurs étapes. Dans les premières années de vie conjugale, le père de famille part en Argentine, le plus souvent seul. S'il est accompagné de sa femme, celle-ci ne restera qu'un an ou deux dans le pays. A la naissance du premier enfant, elle reviendra généralement au village. Au terme de plusieurs années d'exil en Argentine, une éventuelle épargne monétaire et l'expérience acquise permettra le passage à une migration plus rentable en terme monétaire (États-Unis ou Israël).

Au cours de ces phases d'émigration, le retour quasi-annuel (et parfois bi-annuel) du migrant au village est un fait majeur. Plus qu'une simple visite, ces retours de plusieurs mois sont la clé de la cohésion économique et socio-culturelle du groupe familial et communautaire. Ils sont l'occasion pour le chef de famille d'aider sa femme restée sur l'exploitation à réorienter les choix de production et, surtout, d'investir dans la terre lorsque l'épargne de la migration le permet.

⁶ Selon les recensements que nous avons effectués auprès des dirigeants communautaires, les familles s'étant installées de façon définitive à l'étranger (ou quasi-définitive, soit plus de 8 ans sans retour au village) représentent à peine 2 % de la population totale des villages.

⁷ Parmi les multiples règles d'entraide qui caractérisent la vie communautaire, la plus pratiquée est l'*ayni*, échange réciproque de service entre deux familles selon des principes bien établis (travaux agricoles, construction d'une maison, prêt d'argent...).

3. Partir... pour acheter des terres

Outre la dépendance à la conjoncture externe (opportunité de travail, cours de la monnaie, politiques d'immigration des pays d'accueil...), les trajectoires migratoires sont donc étroitement liées au cycle vital de la famille et de l'individu-migrant en référence à sa société d'origine.

Pour de nombreuses familles, l'émigration est une simple stratégie de survie. Les enquêtes montrent que l'argent envoyé par les migrants est prioritairement utilisé à l'alimentation de la famille, l'activité agricole n'assurant pas l'autosuffisance alimentaire ou ne générant pas les revenus nécessaires pour s'approvisionner sur le marché urbain⁸.

Mais parallèlement, les itinéraires migratoires en relation avec les investissements réalisés sur l'exploitation⁹ montrent que tous les paysans-migrants ayant fait l'objet d'une étude de cas ont acheté des terres au moins une fois dans leur vie grâce aux revenus de la migration (tableau 1). Comme l'indique le graphique 1, ces revenus peuvent financer jusqu'à 45 % de la surface foncière actuelle du foyer.

Tableau 1 : Migration et investissements fonciers

| N° | Caractéristiques du migrant | Taille de l'exploitation (ha) | Surface héritée (ha) | Surface achetée grâce à la migration (ha) | Temps total de migration | Lieu et durée de migration |
|----|-----------------------------|-------------------------------|----------------------|---|--------------------------|--|
| 1 | 6 enfants, 62 ans | 3,6 ha | 1,8 ha | 1,8 ha | 23 ans | Argentine: 4 ans Canada: 3 ans USA: 16 ans |
| 2 | 5 enfants, 52 ans | 2,2 ha | 1,6ha | 0,6 ha | 8 ans | Argentine: 8 ans |
| 3 | 5 enfants, 43 ans | 1,3 ha | 1,4 ha | 2,9 ha | 4 ans | Argentine: 1an USA: 3 ans |
| 4 | 5 enfants, 46 ans | 3,1 ha | 2,1 ha | 1 ha | 11 ans | Argentine: 8 ans Israël: 3 ans |
| 5 | 6 enfants, 46 ans | 4,4 ha | 2,8 ha | 1,6 ha | 19,5 ans | Argentine: 16 ans USA: 3,5 ans |

Source : Etude de cas des itinéraires migratoires, Santa Rosa-Arbieta, 1992-93

Le caractère quasi-systématique de l'investissement foncier grâce aux revenus de l'émigration mérite réflexion, car la terre est excessivement chère dans cette zone du pays : un hectare dans la Haute Vallée de Cochabamba coûte actuellement entre 6 000 et 9 000 dollars. En comparaison, la même surface dans les plaines orientales du département nouvellement colonisées (Chaparé) coûte moins de 1 000 dollars.

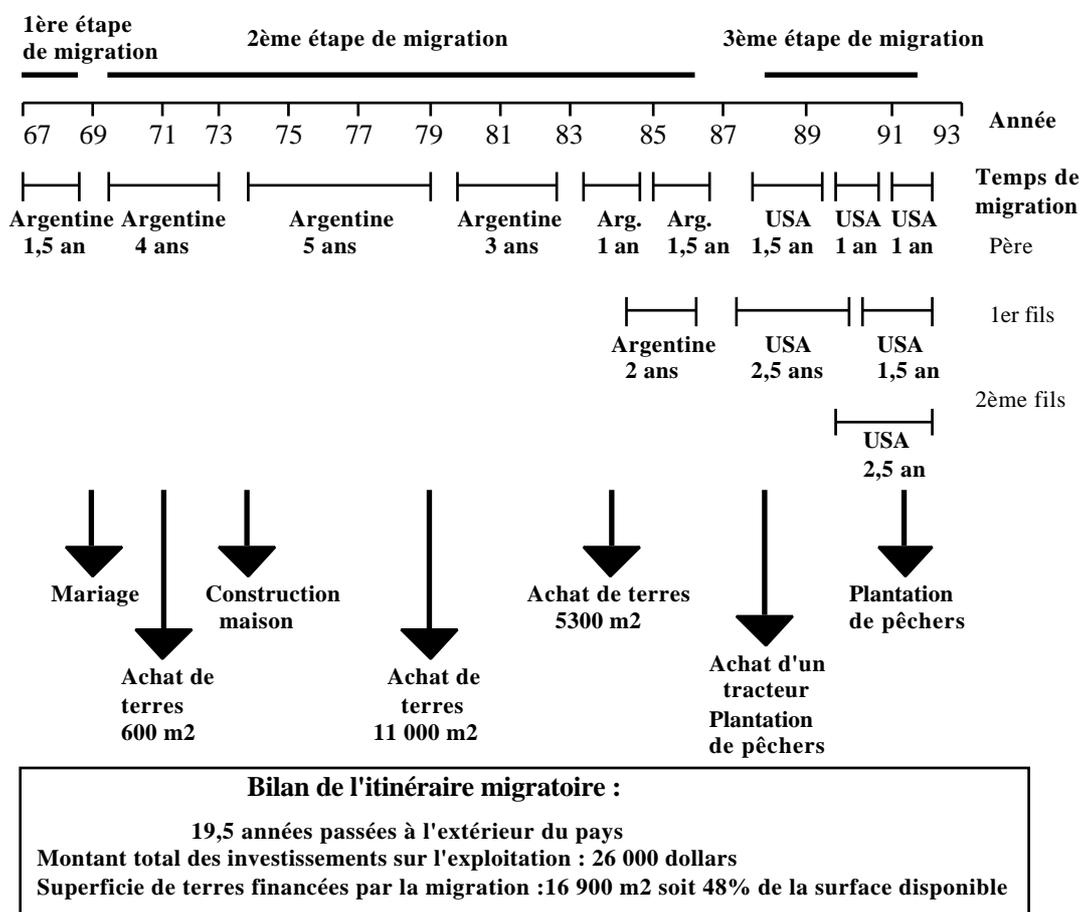
Autre fait significatif : une fois achetée, la parcelle n'est pas toujours exploitée. Certes, dans certains cas, les revenus de l'émigration ont permis d'intensifier le système de production en introduisant de nouveaux types de culture (graphique 1). Mais généralement, le chef de famille est contraint de repartir à l'étranger et de laisser sa femme sur l'exploitation qui ne peut être mise en culture par manque de moyens humains et financiers. Ajoutons que lorsque la terre est immédiatement exploitée, non seulement les gains sont dérisoires (en argent ou en produits), mais elle l'est parfois à pure perte. C'est ce qu'ont révélé les suivis d'exploitations sur la période

⁸ Un suivi mensuel d'une dizaine de foyers a permis de calculer avec précision les revenus familiaux et leur destination sur une période d'un an.

⁹ Ces itinéraires migratoires ont été reconstitués par le biais de récits de vie. Nous présentons ici quelques exemples d'investissements fonciers liés à la migration tirés des études de cas que nous avons réalisées dans les villages de Santa Rosa et d'Arbieta.

1992-93. Enfin, l'achat de terres peut entraîner un endettement considérable qui pèse sur la famille pendant de longues années et qui, à terme, peut mener à une décapitalisation.

Graphique 1 : Exemple d'itinéraire migratoire familial



Source : élaboration personnelle à partir de récits de vie, 1992-93

Autrement dit, il apparaît que les investissements fonciers des migrants dans leur communauté d'origine ne répondent pas nécessairement à une logique de rationalisation économique. Comment expliquer donc ce rapport à la terre, ce rapport au "territoire", au sens premier du terme, que sert indirectement la mobilité spatiale des paysanneries dans ces régions andines ?

II. Le territoire comme lieu d'identification

L'ancrage territorial du groupe social, c'est à dire le rôle joué par l'identification de la population à son territoire, est l'axe d'analyse que nous privilégions ici. Cette identification nous paraît être de deux natures : socio-historique d'une part, et ethno-culturelle d'autre part.

1- Le territoire, lieu-mémoire

Le rapport qu'entretient le peuple bolivien avec son propre passé peut aider à comprendre les pratiques spatiales contemporaines des paysanneries de Cochabamba.

Rappelons tout d'abord que "l'Andin" hérite d'une pratique ancestrale de l'appropriation territoriale basée sur la mobilité. Ce que J. Murra a appelé l'"*idéal vertical*" dans les sociétés pré-hispaniques andines, système spatial qui subsiste encore dans certaines communautés rurales d'altitude, est un territoire extensif de subsistance basé sur l'éparpillement spatial d'unités complémentaires de production (Murra, 1975). Cet "*archipel*" était réparti sur l'ensemble des divers étages écologiques (hauts plateaux, vallées, plaines) et correspondait à un réseau très lâche de liens de parenté. Les échanges pratiqués entre les différents étages écologiques, permettant l'autosuffisance alimentaire, supposaient donc une permanente mobilité des populations, parfois sur de très grandes distances.

Transposée à notre époque et surtout dans le cadre géographique des vallées de Cochabamba, nous retrouvons un modèle d'organisation spatiale, somme toute, comparable : la famille paysanne est aujourd'hui disséminée dans un espace mondial et crée ainsi un territoire d'îlots de subsistance (père et fils aîné chacun dans un pays étranger, la mère entre la ville et le village, la fille sur l'exploitation). Ce système spatial est aujourd'hui fondé sur la pluri-activité familiale (construction, agriculture, élevage, petit commerce..).

Un autre élément d'explication d'ordre socio-historique s'impose : littéralement dépossédée de son territoire lors de la colonisation espagnole, la paysannerie bolivienne, et tout particulièrement celle des vallées de Cochabamba, a une longue pratique de la lutte pour la terre. De façon plus précoce que dans le reste du pays, la domination des *haciendas* est contestée dès le XVIII^{ème} siècle, faisant de la Haute Vallée de Cochabamba une "région-pilote" en matière de réappropriation territoriale.

A la fin du XIX^{ème} siècle, on assiste dans ces régions à l'émergence de nouvelles relations de production et à l'apparition de petits propriétaires indépendants appelés *piqueros*. Ce sont ces mêmes *piqueros* auxquels se sont joints les *colonos* (indigènes sans terres qui appartenaient à une communauté originaire) qui, lors de la Révolution nationale de 1953, prirent d'assaut la plupart des haciendas¹⁰ Or le retour au présent est éloquent; lors des manifestations importantes qui ont eu lieu en Bolivie en octobre 1992 à l'occasion de la célébration de la découverte de l'Amérique en Europe, l'une des revendications politiques du peuple indigène, avancée en particulier par le nouveau parti katariste MNK, fut la mise en place de la "*première assemblée des nations originaires et du peuple*". Et l'un des thèmes soumis à l'examen de cette assemblée s'intitula, de manière significative, "terre et territoire" (Franqueville, 1994).

En mémoire du passé et au regard du présent, on comprendra alors que la possession de terres, même "inutiles" en termes strictement économiques, demeure pour le paysan bolivien un important instrument de revendication socio-politique au regard de la société nationale.

2– Le territoire, lieu-culte

Territoire, lieu-mémoire donc mais également lieu-culte. Car, dans les Andes, la terre est cet être vivant, cette matière charnelle, palpable, que l'on vénère, que l'on craint également. Elle est au cœur des modes de représentation et de la cosmovision andine. Ainsi, le rapport symbolique et mystique qu'entretient en permanence le paysan avec elle, est un autre élément d'explication des investissements fonciers.

En effet, les pratiques rituelles qui rythment le cycle vital de la famille et la vie communautaire sont encore très vivaces dans ces vallées inter-andines de Bolivie. Empreintes d'un fort syncrétisme religieux, elles se réfèrent à une multitude de divinités qui renvoient

¹⁰ A Uruceña, village situé à une vingtaine de kilomètres des communautés rurales où nous avons travaillé, s'est créé en 1936 le premier syndicat agraire du pays. Le décret de la réforme agraire d'août 1953 y a été promulgué. Pour plus de détails sur les origines socio-historiques des paysanneries dans ces régions, voir Larson, 1992.

toujours aux éléments naturels : le vent, le gel, la grêle, la foudre... Mais parmi elles, la *Pachamama*, la terre-mère, demeure la plus présente : divinité bienfaitrice lorsqu'elle est nourricière, mais également maléfique lorsqu'elle s'empare de l'âme ou du corps de celui qui aura violé un lieu sacré ("maladie" appelé *j'apega*).

Au quotidien, les rites renvoient à tout un monde de symboles et de croyances de caractère mystique, très souvent liés au cycle agricole : enterrements d'aliments pour "féconder" la terre, éparpillement des cendres du placenta pour favoriser sa fertilité, cheveux ou os de moutons brûlés puis jetés au vent pour éloigner le gel...

Ajoutons que la référence la plus courante à la *Pachamama* demeure la traditionnelle *ch'alla*, geste-hommage rendu à la terre consistant à verser quelques gouttes d'alcool sur le sol (par extension le terme quechua "*ch'allar*" signifie fêter un événement, inaugurer). Produit-symbole incontournable à l'occasion de n'importe quel événement festif familial ou communautaire, l'alcool, en l'occurrence dans ces régions la *chicha* (bière de maïs de fabrication artisanale), est le vecteur de communication avec l'autre et avec l'ailleurs¹¹. C'est ainsi que le maïs servant à son élaboration constitue une priorité dans les choix de production agricole, même lorsque la famille n'a que très peu de terres. En d'autres termes, la *chicha* donne lieu à une sorte "d'agriculture-culte" qui, à elle seule, peut inciter à investir dans un lopin de terre, aussi petit soit-il.

En guise de conclusion :

Dans ces régions andines de Bolivie, l'identité territoriale des individus – c'est à dire une perception très forte du territoire en référence à une identité socio-culturelle communautaire – tend à expliquer les paradoxes d'un système de mobilité. La volonté obstinée d'appartenance à un territoire, et surtout de son maintien par le biais de l'achat de terres, donne lieu à un système d'élargissement de l'espace paysan fondé sur le lien, et non sur la rupture. En d'autres termes, et comme le suggère M.C. Caloz-Tschopp, au lieu de fonder l'approche de l'émigration sur l'idée de "*frontière de séparation*", mieux vaut privilégier la notion de "*frontière de passage*" (1993 : 122).

Or l'enjeu d'une telle conception va bien au-delà : ce système de mobilité permet de créer un continuum spatial nécessaire à la permanence des paysanneries sur leur lieu d'origine. Dans ces régions de Bolivie, tant que la migration internationale suscitée par le contexte politique et économique s'enracinera dans une forte identité socio-historique et culturelle, elle sera au service d'une "résistance territoriale". Nous rejoignons là les perspectives d'analyse d'O. Hoffman à propos de la mobilité géographique des paysanneries mexicaines :

"La mobilité individuelle et collective des paysans a été le plus souvent ignorée ou sous-estimée. Or c'est elle qui donne vie à ces espaces ruraux, et qui, paradoxalement, assure la création ou la recréation des territoires ruraux différenciés les uns des autres." (Hoffman, 1994 : 50).

Bibliographie

- ALBO, J., K. LIBERMANN, A. GODINEZ et F. PIFARRE, 1990, *Para comprender las culturas rurales en Bolivia*, MEC/CIPCA/UNICEF, La Paz, 298 p.
BONNEMAISON, Joël, 1981, "Voyage autour du territoire", *L'Espace Géographique*, X,4, 249-269.

¹¹ Sur le rôle de l'alcool dans les sociétés andines, voir Saignes, 1992.

CALOZ-TSCHOPP, M.C., 1993, “Un même monde ou deux mondes à part ? A propos des lieux et des mobilités des populations”, dans "Vers un ailleurs prometteur... l'émigration, une réponse universelle à une situation de crise ? *Cahiers de l'Institut Universitaire d'Études du Développement*, P.U.F, Paris, pp. 121-128.

CAMBRÉZY, Luc, 1994, “L'interminable conquête ou l'histoire d'un état propriétaire”, *Géographie et cultures*, n°10 : 21-34.

CORTES, G., 1995, “L'émigration rurale dans les vallées inter-andines de Bolivie”, *Revue Européenne des Migrations Internationales*, Volume 11, n°2 : 113-128.

FRANQUEVILLE, André, 1994, “Les 500 ans et l'identité indienne en Bolivie”, *Cahiers des Sciences Humaines de l'ORSTOM*, 30 (3) : 455-474.

GENTELLE, P., 1994, “Géographie et archéologie”, dans *Encyclopédie de la géographie*, Dir. A. Bailly, R. Ferras; D. Pumain, Coll. Economica, Paris : 221-233.

INE, 1993, *Censo 1992 : resultados finales, Cochabamba*, Ministerio de Planificamiento y Coordinación, Instituto Nacional de Estadística, Bolivia, 3 Junio, La Paz, 210 p.

HOFFMAN, Odile, 1994, “Mobilité et stabilité d'une société rurale de Vera Cruz. Les deux termes d'une tension”, *Géographie et cultures*, n°10 : 35-52.

LARSON, B., 1992, *Colonialismo y transformación agraria en Bolivia. Cochabamba, 1500-1900*, Ed. CERES/HISBOL, La Paz, 435p.

MURRA, J.V., 1975, “El control vertical de un máximo de pisos ecológicos en la economía de las sociedades andinas”, in *Formaciones económicas y políticas del mundo andino*, Instituto de Estudios Peruanos, Lima, pp. 59-115.

PAUL-LEVY, F., et M. SÉGAUD, 1983, *Anthropologie de l'espace*, Coll. Alors, Paris, 346p.

PINCHEMEL, P. et G., 1993, *La face de la terre. Eléments de géographie*, Coll.U, Paris.

SAIGNES, T., 1992, “Boire dans les Andes”, *Cahiers de Sociologie économique et culturelle*, n°18, décembre, Paris : 31-41.

URIESTE, M., 1992, *Fortalecer las comunidades. Una utopía subversiva, democrática...y posible*, AIPE/PROCOM/TIERRA, La Paz, 264p.